

N° Répertoire Général : L 18578 (1°D)

1^{er} arrêt
contradictoire
2 avocats

ARRÊT MIXTE :
Confirmation au fond
A.D.D. Réouverture des débats à
l'audience du 4 juin 1985 à 9 h 15
AIDE JUDICIAIRE

Admission du
au profit de

Date de l'ordonnance de
clôture : 19 février 1985

Appel d'un jugt de la 5^e ch
du T.G.I. de PARIS en date
du 1^{er} octobre 1984

COUR D'APPEL DE PARIS

1^{ère} chambre, section des Urgences A

ARRÊT DU 26 MARS 1985

(N° 4) 4 pages

PARTIES EN CAUSE

1°/

Monsieur P.

Appelant ,
représenté par Me François VALDELIEVRE ,
avoué ,
assisté de Me CIROTTEAU , avocat ,

2°/

Le fournisseur X

Intimé ,
représentée par la SCP GAULTIER- KISTNER
GAULTIER , avoué ,
assistée de Me LAOTTE , avocat ;

COMPOSITION DE LA COUR :

Lors des débats et du délibéré ;

Président : Monsieur GREGOIRE ,

Conseillers : Messieurs ANGEL et PETOT ;

GREFFIER :

Madame J. DESCHAMPS ;

DEBATS :

À l'audience publique du 26 février 1985 ;

ARRÊT : Contradictoire ;

Prononcé publiquement par Monsieur GREGOIRE
Président, lequel a signé la minute avec
Madame J. DESCHAMPS , Greffier ;

Exposé du litige :

Le fournisseur X, faisant état d'un mauvais fonctionnement du compteur enregistrant la consommation de gaz de Monsieur P., a adressé à son abonné une facture de 21.698,51 francs, représentant l'estimation de sa consommation pendant la période de fonctionnement défectueux du compteur, soit, selon le fournisseur, du 9 avril 1980 au 22 février 1983, cette évaluation étant fondée sur la consommation enregistrée pendant les trois années ayant précédé les anomalies invoquées.

Monsieur P. ayant refusé de régler cette facture, le Tribunal de Grande Instance de Paris, saisi par le fournisseur X, a, par jugement du 1er octobre 1984, fait droit à la demande et condamné Monsieur P. à payer à X le montant de la facture contestée, outre 2.000 francs au titre de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile.

Monsieur P. a fait appel de cette décision, dont il poursuit l'infirmer, en demandant à la Cour de débouter le fournisseur X de sa demande et de condamner cet organisme à lui verser 5.000 francs sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile.

A l'appui de son recours, Monsieur P. fait essentiellement valoir :

- le fournisseur X ne rapporte pas la preuve du mauvais fonctionnement du compteur, qui a été enlevé et remplacé par ses soins, dans des conditions qui interdisent toute vérification ;
- que le mode de calcul de la consommation pendant la période litigieuse est arbitraire et son résultat aléatoire, le point de départ du mauvais fonctionnement ayant été en outre fixé au 9 avril 1980 sans justifications ;
- le fournisseur X a perçu, pendant la période litigieuse, le montant de la location du compteur défectueux, qui devra être remboursé à l'abonné.

Monsieur P. demande, en conséquence, qu'il soit fait obligation au fournisseur X de communiquer le montant exact des sommes facturées pour la location du compteur litigieux.

Le fournisseur X conclut à la confirmation du jugement, en exposant que les déficiences de fonctionnement du compteur sont patentées et que le redressement a été réalisé en application de la convention passée avec la Ville de Paris pour l'exploitation du gaz, et dans des conditions favorables à l'abonné en l'espèce.

Il est donc demandé de confirmer le jugement et de condamner Monsieur P. aux intérêts légaux à compter de la première mise

en demeure, adressée le 26 avril 1983, ainsi qu'au paiement de 5.000 francs à titre de dommages-intérêts pour procédure abusive, et 4.000 francs sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile.

LA COUR

CONSIDERANT que le mauvais fonctionnement du compteur mis en place au domicile de M. P. est attesté par les documents versés aux débats, faisant apparaître, pour la période litigieuse, une consommation de gaz négligeable, alors que, dans le même temps, la consommation d'électricité se maintenait à des niveaux comparables aux périodes précédentes ;

CONSIDERANT que ce mauvais fonctionnement de comptage doit entraîner l'application des dispositions de l'article 16, a), du cahier des charges particulières, annexé à la convention du 2 septembre 1955 pour l'exploitation du gaz à Paris, texte approuvé par le décret du 27 mars 1956 ;

Qu'aux termes de ces dispositions : " En cas d'arrêt du compteur ou si, par suite d'irrégularité de son fonctionnement, il ne peut être tenu compte des indications enregistrées, le débit de gaz sera établi en prenant pour base les consommations relevées pour les périodes qui ont précédé et suivi immédiatement celle du mauvais fonctionnement du compteur, et s'il y a lieu, les consommations correspondantes de l'année précédente " ;

CONSIDERANT qu'ainsi, en l'état des stipulations du Cahier des charges particulières, il apparaît qu'en prenant pour période de référence les trois années ayant précédé les anomalies constatées dans des conditions dont il est démontré qu'elles n'ont pas donné un résultat moins favorable à Monsieur P. que la référence à la seule année précédente, le fournisseur X n'a fait qu'appliquer la convention liant cette entreprise à ses abonnés et que, dans ces conditions, il convient d'accueillir sa demande et de confirmer le jugement en ce qu'il a condamné Monsieur P. à payer au fournisseur X le montant de la facture contestée, avec intérêts à compter de la demande en justice, soit du 31 janvier 1984 ;

CONSIDERANT, cependant, que le maintien du compteur en bon état de marche incombe au fournisseur X, et qu'il ne saurait être exigé de l'abonné à cet égard, de procéder à une quelconque vérification ;

Que dès lors, en cas de mauvais fonctionnement de l'appareil de comptage l'abonné ne doit pas avoir à subir d'autre inconvénient que celui, résultant des dispositions précitées, de se voir facturer un débit simplement présumé, sans réelle possibilité pour lui de faire la preuve d'une consommation moins importante ;

Test x

CONSIDERANT que, dans ces conditions, le fournisseur X doit rembourser à l'abonné les sommes perçues au titre de la location de l'appareil pendant la période du fonctionnement défectueux ;

Qu'il y a donc lieu de faire droit à la demande présentée par Monsieur P. de ce chef, de surseoir à statuer sur ce point, et d'enjoindre au fournisseur X de communiquer le montant des sommes facturées sur ce point pendant la période du 9 avril 1980 au 22 février 1983, en vue d'un remboursement à l'abonné ;

CONSIDERANT que dans les circonstances de la cause, il n'apparaît pas inéquitable de laisser au fournisseur X la charge des frais, non compris dans les dépens, qui ont dû être exposés dans la présente instance ; que le jugement doit donc être réformé sur ce point ;

CONSIDERANT que, Monsieur P. obtenant gain de cause partiellement, il convient de partager les dépens entre les parties ;

PAR CES MOTIFS :

Confirme le jugement en ce qu'il a condamné Monsieur P. à payer au fournisseur X la somme de 21.698,57 francs, avec intérêts au taux légal à compter du 31 janvier 1984 ;

L'infirme pour le surplus de ses dispositions, et y ajoutant :

Dit n'y avoir lieu à application de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

Surseoit à statuer sur la demande de Monsieur P. en remboursement du coût de la location du compteur et enjoint au fournisseur X de communiquer le montant des sommes facturées à ce titre du 9 mars 1980 et 22 février 1983, en vue de leur remboursement à Monsieur P. ;

Renvoie la cause et les parties à l'audience du mardi 4 juin 1985 à 9 heures 15, pour qu'il soit statué sur ce point ;

Fait masse des dépens exposés à ce jour, et dit qu'ils seront supportés, par Monsieur P. à concurrence des trois quarts, et pour le fournisseur X à concurrence d'un quart, les avoués de la cause étant, chacun en ce qui le concerne, admis au bénéfice de l'article 699 du nouveau Code de procédure civile ; Réserve les dépens ultérieurs.